

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 07/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TERRES DU SUD S.C.A.

Place de l' Hotel de Ville
B.P. 29
47320 Clairac

Références : SEI-MFM/IC-SM/UbD24-47/2026/046
Code AIOT : 0005202273

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2026 dans l'établissement TERRES DU SUD S.C.A. implanté Gamot 47110 Sainte-Livrade-sur-Lot. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection inopinée a été réalisée dans le cadre du programme de surveillance des installations classées.

A noter que le site comporte deux activités distinctes (stockage/séchage de grains et usine de fabrication d'aliments). Seule la partie stockage/séchage de grain a fait l'objet de la présente visite d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRES DU SUD S.C.A.
- Gamot 47110 Sainte-Livrade-sur-Lot
- Code AIOT : 0005202273
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement comporte un centre de stockage et de séchage de matières premières pour l'alimentation animale (silos) et d'une usine de fabrication d'aliments pour bétail.

Le centre de stockage se compose notamment de 15 cellules verticales, 2 tours de manutention dont une de 40 mètres de haut, 2 séchoirs et peut stocker 57 200 tonnes de céréales.

L'usine de fabrication d'aliments produit en moyenne 700 tonnes par jour de produits finis et fonctionne en continu pendant 5 jours et demi (du lundi à partir de 4h00 du matin jusqu'au samedi matin 5h00 au plus-tard).

L'exploitant ne peut stocker qu'une demi-journée de produits finis.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
4	Dispositifs de détection d'incident	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Qualification d'équipement : résistance au feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Transfert des grains	Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article 8.3.3	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie - extincteurs	Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article 7.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article 7.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Moyens de lutte contre l'incendie - plan	Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article 7.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Empoussièrément - partie usine - silo grains bio - GAMOT 1	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
13	Surveillance des stockages	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	Fonctionnement et entretien des installations de séchage	Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article 8.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
16	Combustible gazeux - système de séchage	Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article 8.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
17	Système d'extinction - installation de séchage	Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article 8.4.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
18	Vidange des séchoirs	Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article 8.4.2	Demande d'action corrective	2 mois
19	Détection incendie - système de séchage	Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article 8.4.2	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
20	Stockage sur rétention	Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article 7.4.1	Demande d'action corrective	1 mois
21	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2007, article 6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
22	Signalisation	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des zones à atmosphère explosible	04/11/1993, article 1	l'exploitant, Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article 1.2.1	Sans objet
2	Accès au site	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 8	Sans objet
11	Empoussièrément - partie GAMOT 2 et 3	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Sans objet
15	Dispositif de sécurité - installation de séchage	Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article 8.4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs constats demandent des actions correctives ainsi que des éléments complémentaires. En outre, plusieurs points de contrôle sont intégrés au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article 1.2.1			
Thème(s) : Risques accidentels, Situation administrative			
Prescription contrôlée :			
Tableau de classement* du site			
Rubrique	Désignation des installations suite aux différents décrets modifiant la nomenclature des installations classées	Régime	Niveau d'activité

2160 - 1b	<p>Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 :</p> <p>1. Silos plats :</p> <p>b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m³, mais inférieur ou égal à 15 000 m³.</p>	DC	<p>4*3500 m³ + 920 m³</p> <p>Total 14920 m³</p>
2160 - 2a	<p>Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 :</p> <p>2. Autres installations :</p> <p>a) Si le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m³</p>	A	<p>49 000 m³ + 6*630 m³ + 9500 m³</p> <p>Total 62280 m³</p>
2910 A2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et	DC	<p>Puissance 19 MW</p> <p>Chaudière : 2.9 MW</p> <p>Four Lacombe : 3 MW</p> <p>Séchoir Law : 3.4 MW</p>

	<p>2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p>	<p>Séchoir Law : 3.4 MW 1 seule rampe de chauffe Séchoir Law 8.6 MW, 2 rampes de chauffes.</p>
--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW		
<p>* Uniquement la partie stockage et séchage de grains.</p>			
<p>Constats :</p> <p>L'installation est composée des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 silo plat d'une capacité totale de 14920 m3, - 1 silo vertical équipée d'une capacité totale de 62280 m3, - de deux séchoirs à grains d'une puissance de 8.6 MW chacun (2 rampes de chauffe), soit une puissance totale de 17.2 MW. <p>L'inspection n'a pas noté d'évolution des capacités de stockage ou de séchage par rapport aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral en date du 5 octobre 2021 et portant modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 novembre 2016.</p>			
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>			

N° 2 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de l'accès
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté, par sondage sur une partie du périmètre, que le site est clôturé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le</p>

personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.

Constats :

Documents consultés :

- certificats de réalisation de formation "prévention Risques IEP : perfectionnement",
- extrait du plan de formation pour le site de Sainte-Livrade-Sur-Lot.

L'exploitant a fourni un récapitulatif des formations relatif à son personnel intervenant du site (détail en annexe confidentielle) ainsi que les attestations relatives à la formation "prévention Risques IEP : perfectionnement".

Toutefois, l'extrait du plan de formation ne mentionne aucune formation relative au pilotage d'un séchoir pour son personnel. Or, l'exploitant possède deux séchoirs sur site avec deux rampes chacun, pour une puissance totale de 17.2 MW.

Ce point est intégré au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin de former ses opérateurs intervenants sur le site de Sainte-Livrade-Sur-Lot à la conduite des séchoirs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Dispositifs de détection d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Installations de transfert de grains

Prescription contrôlée :

[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection inopinée, du 11 février 2026, l'exploitant a procédé à un test du fonctionnement de la détection en cas de bourrage sur les deux transporteurs, TC 211 et TC 210, en présence de l'inspection.

Au niveau de la zone des transporteurs aucune alarme n'a retenti. En effet, seule une alarme apparaît sur les moniteurs au niveau de la salle de contrôle. Les blocs TC211 et TC210 sont passés en couleur rouge pour défaut de bourrage d'après le logiciel sur l'écran de contrôle.

A noter que le test n'a pas pu être réalisé dans un premier temps (premiers essais), car les deux transporteurs avaient les capteurs inhibés.

L'exploitant n'a pas été en capacité d'indiquer les raisons de cette inhibition des capteurs pour ces deux transporteurs. En outre, il apparaît que pour savoir si un système est inhibé, il faut cliquer sur celui-ci, un par un. En effet, le logiciel ne semble pas indiquer les capteurs inhibés, dans une liste par exemple.

Ce point est intégré au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin que les inhibitions de matériels soient connues du personnel à tout instant et afin d'éviter que la détection, pour les différents systèmes, reste inhibée sans que le personnel soit au courant de cette inhibition.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Qualification d'équipement : résistance au feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Transporteurs à bande

Prescription contrôlée :

[...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les attestations afin de confirmer que les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet les éléments attestant que les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Transfert des grains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article 8.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Appareils de manutention

Prescription contrôlée :

Les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation :

- [...],
- Gamot 2 vers gamot 1, transporteur à bande : contrôleur de déport de bande [...].

L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer [...].

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter les éléments attestant de la vérification des détecteurs de déport de bande, pour le TB 201 (ligne entre GAMOT 1 et 2).

Ce point est intégré au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin de vérifier les contrôleurs de déport de bande des transporteurs à bande présents sur son site, **sous un délai de trois mois**.

Les rapports ou autres documents attestant le leur vérification est transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements à l'origine de départ de feu

Prescription contrôlée :

[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]

Constats :

Documents consultés :

- rapport arrêté type silo - installation électriques ICPE Silo - GAMOT 1 en date du 19 mars 2025,
- rapport arrêté type silo - installation électriques ICPE Silo - GAMOT 2 en date du 18 mars 2025,
- rapport arrêté type silo - installation électriques ICPE Silo - GAMOT 3 en date du 18 mars 2025,
- rapport de vérification des installations électriques - GAMOT 1 en date du 19 mars 2025,
- rapport de vérification des installations électriques - GAMOT 2 en date du 19 mars 2025,
- rapport de vérification des installations électriques - GAMOT 3 en date du 19 mars 2025,
- rapport de vérification - certificat Q18 - GAMOT 1 en date du 19 mars 2025,
- rapport de vérification - certificat Q18 - GAMOT 1 en date du 19 mars 2025,
- rapport de vérification - certificat Q18 - GAMOT 1 en date du 19 mars 2025,
- rapport de vérification - vérification de la valeur de la prise de terre et des liaisons équipotentielle dans les ICPE - GAMOT 1 en date du 18 mars 2025,
- rapport de vérification - vérification de la valeur de la prise de terre et des liaisons équipotentielle dans les ICPE - GAMOT 2 en date du 18 mars 2025 ,
- rapport de vérification - vérification de la valeur de la prise de terre et des liaisons équipotentielle dans les ICPE - GAMOT 3 en date du 18 mars 2025.

GAMOT 1

En ce qui concerne la partie nommée GAMOT 1, il apparaît que le rapport des installations électriques indique 15 observations dont 10 récurrentes. En outre, il précise en page 10 plusieurs limites d'intervention comme, par exemple, l'absence du rapport de sécurité ne permettant pas de mener complètement à bien la mission du prestataire. Par ailleurs, le certificat Q18 précise également que la vérification a consisté en une vérification partielle des installations électriques de l'installation.

Le rapport intitulé installations électriques ICPE silo indique quant à lui 6 écarts avec un niveau de sécurité moyen qui ont déjà été signalés dans le précédent rapport.

Enfin, le rapport de vérification des liaisons équipotentielles précise qu'il n'y a pas d'observations.

GAMOT 2

En ce qui concerne la partie nommée GAMOT 2, il apparaît que le rapport des installations électriques indique 9 observations dont 7 récurrentes. En outre, il précise en page 9 plusieurs limites d'intervention comme, par exemple, l'absence du rapport de sécurité ne permettant pas de mener complètement à bien la mission du prestataire. Par ailleurs, le certificat Q18 précise également que la vérification a consisté en une vérification partielle des installations électriques de l'installation.

Le rapport intitulé installations électriques ICPE silo indique quant à lui 7 écarts avec un niveau de

sécurité moyen qui ont déjà été signalés dans le précédent rapport.
Enfin, le rapport de vérification des liaisons équipotentielles précise qu'il n'y a pas d'observations.

GAMOT 3

En ce qui concerne la partie nommée GAMOT 3, il apparaît que le rapport des installations électriques indique 8 observations dont 6 récurrentes. En outre, il précise en page 8 plusieurs limites d'intervention comme, par exemple, l'absence du rapport de sécurité ne permettant pas de mener complètement à bien la mission du prestataire. Par ailleurs, le certificat Q18 précise également que la vérification a consisté en une vérification partielle des installations électriques de l'installation.

Le rapport intitulé installations électriques ICPE silo indique quant à lui 5 écarts avec un niveau de sécurité moyen qui ont déjà été signalés dans le précédent rapport.

Enfin, le rapport de vérification des liaisons équipotentielles précise qu'il n'y a pas d'observations.

Ce point est intégré au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin de mettre en conformité ses installations électriques. En outre, il apporte les éléments attestant de la remise en conformité de ses installations électriques **sous un délai de 3 mois**.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie - extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article 7.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs

Prescription contrôlée :

L'établissement est dotée de moyen de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

[...].

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockés. [...].

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité

et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. [...].
Constats : Lors de la visite d'inspection du 11 février 2026, il a été constaté que l'extincteur présent au sein du local compresseur n'a pas été vérifié, lors de la dernière campagne de vérification.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant procède à la vérification de l'extincteur présent dans le local compresseur. En outre, il prend les dispositions nécessaires afin de s'assurer que l'ensemble des extincteurs présents sur son site ont bien été vérifiés. L'exploitant transmet sous un délai d'un mois à l'inspection le bilan de cette analyse et procède à la mise en conformité des équipements, le cas échéant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'établissement est dotée de moyen de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). Une réserve d'eau de 360 mètres cubes destinées à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 mètres cubes par heure. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage. [...]. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. [...].

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection inopinée du 11 février 2026, l'inspection a constaté la présence, au sud-ouest du site, d'une réserve incendie avec un seul raccordement pompier et sans indication de sa capacité. En outre, l'inspection a également constaté la présence d'un poteau incendie au nord ouest du site (proche de l'accueil usine).</p> <p>Toutefois, à ce stade, l'exploitant n'a pas transmis d'éléments qui attestent de la vérification périodique et de la maintenance de ces équipements de lutte contre l'incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet les éléments attestant de la vérification périodique et maintenance de ses équipements de lutte contre l'incendie, notamment en ce qui concerne la réserve incendie et les poteaux incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie - plan

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article 7.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plans de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est dotée de moyen de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>[...].</p> <p>- de plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1; [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection inopinée du 11 février 2026, l'exploitant a présenté à l'inspection le plan qui est affiché dans la salle de suivi des silos.</p> <p>Ce point est incomplet et ne représente pas l'ensemble du site. En effet, seule une partie du site est représenté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant procède à la mise à jour du plan de l'installation et transmet celui-ci à l'inspection sous un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Empoussièrement - partie GAMOT 2 et 3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Empoussièrement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le niveau d'empoussièrement constaté lors de la visite d'inspection inopinée du 11 février 2026, n'apporte pas de remarques particulières pour les installations GAMOT 2 et GAMOT 3, partie "stockage de grains" (cf. : constat stockage partie usine - GAMOT 1).</p> <p>L'exploitant a également présenté le registre de nettoyage du silo. D'après ce registre, un nettoyage est réalisé régulièrement.</p> <p>Nota : pour rappel, l'exploitant a une gestion en deux parties du site. Une partie (GAMOT 2 et 3) qui gère le stockage et le séchage du grain et l'autre partie (GAMOT 1) qui est gérée par l'équipe dite "usine".</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Empoussièrement - partie usine - silo grains bio - GAMOT 1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Empoussièrement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les</p>

procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de la visite d'inspection inopinée du 11 février 2026, l'inspection a constaté, dans la partie GAMOT 1 concernant le stockage de grains BIO, un niveau d'empoussièrement élevé.

Nota : pour rappel, l'exploitant a une gestion en deux parties du site. Une partie (GAMOT 2 et 3) qui gère le stockage et le séchage du grain et l'autre partie (GAMOT 1) qui est gérée par l'équipe dite "usine".

Ce point est intégré à l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procède rapidement à un nettoyage de la partie dite "GAMOT 1" contenant la partie stockage de grains bio et gérée par la partie usine, d'après les éléments fournis par l'exploitant.

L'exploitant transmet les éléments attestant de ce nettoyage et les mesures prises afin d'éviter toute réitération d'empoussièrement excessif de l'installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Surveillance des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Températures des stockages

Prescription contrôlée :

Article 14 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004

L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance adaptés aux silos. Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.

Article 8.3.4 de l'arrêté préfectoral du 3 novembre 2016

[...]. L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps des sondes

(étalonnages, maintenance préventive,...). [...].
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 11 février 2025, l'inspection a constaté que l'exploitant dispose d'un système de surveillance des températures de ses stockages de grains avec les températures affichées en temps réel en salle de contrôle.</p> <p>En outre, un seul seuil d'alerte pour les températures est paramétré dans le logiciel (seuil de 35°C).</p> <p>Néanmoins, lors de la visite d'inspection inopinée, il a été constaté que le logiciel indiquait 15 alarmes, concernant plusieurs cellules, concernant un dépassement du palier de 35 °C.</p> <p>En outre, il apparaît que plusieurs sondes et capteurs étaient inhibés, car non fonctionnels. Par exemple et sans être exhaustif, les sondes S05 et S06 (plusieurs capteurs chacune) étaient inhibées pour la cellule 05 partie GAMOT 2 ainsi que les sondes S01 et S02 pour la cellule 12 partie GAMOT 3.</p> <p>Enfin, l'exploitant n'a pas été en capacité de fournir, lors de la visite d'inspection inopinée, les procédures d'intervention à appliquer en cas, par exemple, de phénomènes d'auto-échauffement.</p> <p>Ce point est intégré au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède au remplacement des sondes et capteurs défectueux. En outre, il transmet les éléments attestant de leur changement ainsi que leur date d'étalonnage.</p> <p>L'exploitant s'assure de la pérennité et de l'efficacité dans le temps des sondes (étalonnages, maintenance préventive,...).</p> <p>Enfin, il prend les dispositions nécessaires afin que les procédures d'intervention soient connues et accessibles sur site par le personnel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Fonctionnement et entretien des installations de séchage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article 8.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Registre et programme d'entretien

Prescription contrôlée :

[...].

L'exploitant établit un programme d'entretien des installations qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle, de nettoyage et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Documents consultés :

- *compte rendu d'intervention - contrat service 2025 - CFCAI - date d'intervention le 9 avril 2025, séchoir numéro 1,*

- *compte rendu d'intervention - contrat service 2025 - CFCAI - date d'intervention le 9 avril 2025, séchoir numéro 2.*

Par mail du 13 février 2026, l'exploitant a transmis les comptes-rendus d'intervention, de la société CFCAI, pour les séchoirs 1 et 2. Ces comptes-rendus précisent quelques observations ainsi que des préconisations. Enfin, le compte-rendu du séchoir numéro 2 précise qu'il y a beaucoup de pertes au niveau de la communication entre l'ordinateur et les automates.

En outre, l'exploitant a indiqué lors de la visite d'inspection qu'il procède lui-même au nettoyage des séchoirs. Un registre des opérations de nettoyage a été présenté à l'inspection.

Toutefois, à ce stade, l'exploitant n'a pas transmis le programme d'entretien des installations qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle, de nettoyage et de maintenance à effectuer par le personnel.

Enfin, le registre prévu, prévu par les dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé, concernant le suivi et les travaux réalisés en application du programme d'entretien des installations de séchage, n'a pas été fourni.

Ce point est intégré au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet ou met en place le programme d'entretien des installations qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle, de nettoyage et de maintenance à effectuer par le personnel ainsi que le registre où sont consignés les opérations réalisées, **sous un délai de trois mois.**

En outre, l'exploitant transmet les éléments attestant de la mise en place des mesures visant à

corriger les observations listées dans les comptes-rendus d'intervention de la société CFCAI, notamment en ce qui concerne le problème de communication avec le séchoir numéro 2, sous un délai de trois mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Dispositif de sécurité - installation de séchage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Températures
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les séchoirs sont munis d'équipements permettant de contrôler la température de l'air de séchage des produits. Le défaut de fonctionnement des sondes de température est alarmé et provoque la mise à l'arrêt de l'installation.</p> <p>Les informations relatives aux sondes de températures doivent être reportées sur un tableau de commande. En cas d'anomalie, une alarme sonore se déclenche.</p> <p>En cas de dépassement des températures programmées, automatiquement le fonctionnement des brûleurs du séchoir et des ventilateurs doit être arrêté et les volets d'air sont fermées.</p> <p>[...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection inopinée du 11 février 2026, les séchoirs n'étaient pas en fonctionnement.</p> <p>Toutefois, l'inspection a constaté qu'un écran affichait plusieurs températures (sondes) et l'exploitant a indiqué qu'en cas de dépassement de la température cible sur l'une des sondes, le séchoir se met à l'arrêt automatiquement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Combustible gazeux - système de séchage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Fuite de gaz
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...].</p>

Dans les séchoirs alimentés en combustibles gazeux, lorsqu'il existe des risques de fuite de gaz dans des espaces confinés, la coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par **deux vannes automatiques redondantes, placées en série** sur la conduite d'alimentation en gaz.

Ces vannes sont asservies chacune à des transmission capteurs de détection de gaz et un pressostat. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) **est testée périodiquement**.

La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Constats :

L'exploitant n'a pas apporté les éléments montrant qu'il dispose de deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz.

En outre, l'exploitant n'a pas non plus apporté les éléments montrant que toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet les éléments permettant de définir si les séchoirs sont équipées de vannes redondantes et si la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est bien testée périodiquement, sous un délai de 15 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 17 : Système d'extinction - installation de séchage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article 8.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, RIA et système d'extinction

Prescription contrôlée :

[...].

Des robinets d'incendie armés sont implantés de façon à ce que toutes les parties du séchoir puissent être efficacement atteintes. A défaut d'un dispositif d'extinction automatique, des dispositifs équivalents type colonne sèche sont implantés à proximité du séchoir.

[...].

<p>Constats :</p> <p>Les deux séchoirs présents sur site ne disposent pas de RIA (Robinets Incendie Armés).</p> <p>En outre, les deux séchoirs ne disposent pas d'un système d'extinction automatique ou de dispositifs équivalents (colonne sèche...).</p> <p>Ce point est intégré au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant équipe ses séchoirs de RIA et les implante de façon à ce que toutes les parties du séchoir puissent être efficacement atteintes.</p> <p>En outre, l'exploitant équipe ses séchoirs d'un système d'extinction automatique ou de dispositif équivalent type colonne sèche.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 18 : Vidange des séchoirs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article 8.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Trappes vide-vite</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]. La vidange des séchoirs en cas d'incendie doit pouvoir être effectuée rapidement par des trappes vide-vite à ouverture manuelle ou automatique vers une aire ou un stockage permettant l'extinction. [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Les deux séchoirs sont équipés de trappe vide-vite. Toutefois, une partie de ces trappes vide-vite sont difficilement accessibles et ne permettent pas de vider le grain vers une aire ou un stockage permettant l'extinction, car il y a de l'encombrement (cf. : photo).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant modifie les trappes vide-vite afin que celles-ci soient rapidement accessibles et qu'elles permettent de vider le grain vers une aire ou un stockage permettant l'extinction. A défaut de modifications, l'exploitant apporte les éléments démontrant que les autres trappes</p>

vide-vite sont suffisantes pour répondre aux dispositions réglementaires en complément de celles présentant un certain encombrant pour le déversement et accès limité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 19 : Détection incendie - système de séchage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie et alarme
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]. Les séchoirs sont équipés d'un système de détection incendie, commandant le déclenchement d'une alarme sonore, l'arrêt des brûleurs ou des générateurs de chaleur, l'arrêt des ventilateurs et la fermeture des volets d'air.</p> <p>Un matériel de communication permet d'informer le personnel d'incident ou d'accident survenu sur l'installation.</p> <p>Des consignes sont rédigées définissant les dispositions à prendre en cas de fonctionnement anormal, incendie... [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection inopinée du 11 février 2026, l'inspection a constaté la présence de consignes pour la gestion d'un incendie au niveau des séchoirs. Toutefois, ces consignes ne tiennent pas compte de l'équipement réellement présent sur site. En effet, ces consignes mentionnent des RIA. Or, les séchoirs ne disposent pas de RIA.</p> <p>En outre, les séchoirs ne sont pas équipés de détection incendie contrairement aux dispositions prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.</p> <p>Ce point est intégré au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin d'équiper ses deux séchoirs d'une détection automatique et met à jour les procédures de gestion d'un incendie de séchoir en fonction du matériel réellement présent sur site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 20 : Stockage sur rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article 7.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention

Prescription contrôlée :

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

Constats :

Lors de la visite d'inspection inopinée du 11 février 2026, l'inspection a constaté la présence de plusieurs GRV (Grands Réservoirs Vrac) contenant semble-t-il des huiles, sans capacité de rétention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant équipe ses réservoirs d'une capacité de rétention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 21 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2007, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression

Prescription contrôlée :

[...]

III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage.

Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en capacité de fournir la liste des équipements sous pression au sein de son installation.</p> <p>En outre, l'inspection a constaté la présence sur site de trois compresseurs équipés de cuves soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel susvisé (pression de service de 11 bars pour un volume de 500 litres).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède à la mise en place de la liste des équipements sous pression présents sur son site. En outre, il procède à la réalisation des inspections périodiques et requalifications périodiques nécessaires ou à défaut place au rebus les équipements non à jour de ces contrôles, sous un délai de deux mois.</p> <p>L'exploitant transmet ces éléments sous un délai de deux mois. A défaut, l'inspection pourra proposer un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure à Monsieur Le Préfet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 22 : Signalisation des zones à atmosphère explosible

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/1993, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Zonage ATEX</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au sens du présent arrêté, une signalisation de sécurité ou de santé est une signalisation qui, rapportée à un objet, à une activité ou à une situation déterminée, fournit une indication relative à la sécurité ou la santé. Elle prend la forme, selon le cas, d'un panneau, d'une couleur, d'un signal lumineux ou acoustique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 11 avril 2026, l'inspection n'a pas constaté de panneaux ou autre type de signalisation indiquant la présence de zones à atmosphères explosibles (ATEX).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède à la mise en place de la signalisation relative aux zones ATEX sur son site et transmet à l'inspection un plan mentionnant ces zones.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>